

COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

Frédéric Attal, Sophie Cœuré, Justine Faure, Claire Zalc

Coefficient : 3 ; Durée : 6 heures

Le sujet « La France et les Français au sortir de la guerre de 1944 à la fin des années quarante » classique par son intitulé et par les problèmes qu'il soulevait a dans l'ensemble souri aux candidats comme en témoignent les notes obtenues. 119 copies ont la moyenne, 32 atteignent ou dépassent 14 et le jury a accordé huit fois la note de 16, quatre 17 et un 18. Ce bilan positif s'explique par le sérieux de la préparation des candidats sur la France dans l'après-guerre. Le jury a apprécié la qualité de l'information de nombreuses copies qui s'appuyaient sur une réflexion pertinente concernant bien les enjeux du sujet et évoquant les débats historiographiques y afférents. Il faut toutefois également relever l'extrême médiocrité de plus d'une centaine de copies dans lesquelles à une faiblesse étonnante de connaissances sur un sujet où il était pourtant difficile de rester « blanc » s'ajoutent de nombreux problèmes d'expression et d'orthographe.

Le jury a choisi de ne pas donner de chronologie. Il a considéré que les candidats devaient être capables de situer dans le temps les grands événements de cette courte période (moins de sept ans). La maîtrise de la chronologie a ainsi constitué un élément discriminant, même si le jury n'a pas été trop sévère en la matière.

Le premier enjeu du traitement du sujet résidait dans son analyse en introduction, dans la réflexion sur les bornes chronologiques et la mise en place d'une problématique. Comme l'an passé, le jury a une nouvelle fois été souvent déçu. Même d'excellentes copies ne prennent pas la peine de définir les termes et le cadre du sujet. La France faisait souvent l'objet d'une personnification abusive, alors que l'on attendait des précisions plus rigoureuses (l'état du pays, le gouvernement, son administration, ses grandes divisions géographiques regroupant des situations disparates au moment de la Libération, la vision qu'en ont les Alliés, etc.). Les Français étaient également compris à tort comme un ensemble homogène. Enfin et surtout, la relation entre la France et les Français (quelle vision les Français, selon leur situation, leur position politique, etc. avaient-ils de leur pays ? Comment l'État, le gouvernement, l'administration géraient-ils les problèmes rencontrés par les habitants de ce pays ?) n'était pas abordée. La « sortie de guerre » était elle aussi trop rapidement évacuée, comme si cette question, qui depuis une dizaine d'années suscite une abondante historiographie, allait de soi. « Sortir de guerre » n'est évidemment pas seulement libérer le territoire, terminer la guerre, mais aussi reconstruire, panser les plaies ou ignorer les traumatismes, préparer l'avenir, transformer les institutions, tenter de renouveler les élites et réformer en profondeur les structures économiques et sociales, tout cela dans la perspective non seulement d'un relèvement matériel et moral immédiat du pays mais aussi avec la détermination de ne plus répéter les erreurs du passé qui, selon beaucoup, avaient entraîné moins la guerre elle-même que l'impréparation du pays à l'affronter.

En amont de la période, les candidats pouvaient commencer, à la condition de le justifier, soit au moment du débarquement le 6 juin, soit lorsque la légalité républicaine

est rétablie (l'ordonnance du 9 août 1944 qui déclare le gouvernement de Vichy nul et non avenu, bien que très peu souvent citée, pouvait aussi constituer le point de départ). La précision « au sortir de la guerre » impliquait de ne pas traiter, sous peine de hors-sujet évident, la période précédant le début des combats pour la libération du territoire (occupation, collaboration, début et formation des réseaux de Résistance). En aval, les candidats avaient là aussi le choix de terminer le devoir, à condition à nouveau d'en expliquer les raisons, en 1949 (fin du ravitaillement) ou 1950 (début du processus de réconciliation avec l'Allemagne par l'annonce de la création de la CECA). Il était même possible (le jury l'aurait apprécié) que les candidats annoncent que la fin de la « sortie de guerre » pouvait varier selon les points de vue (fin de la précarité matérielle la plus criante pour la majorité des Français ou fin de l'opposition séculaire entre Français et Allemands, si l'on se place du point de vue politique et diplomatique).

La problématique pouvait parfaitement reprendre ces éléments de réflexion. N'y a-t-il pas par exemple un décalage entre la vision que les Français ont d'eux-mêmes et de leur pays et la situation réelle tant matérielle que géopolitique de celui-ci ? L'État, le gouvernement provisoire et les forces politiques qui le constituaient, l'administration, les différents acteurs économiques et sociaux envisageaient-ils de la même façon la sortie de guerre ?

Le plan chronologique apparaissait le plus simple et sans doute souhaitable, même si le jury a accepté nombre de plans thématiques dont la plupart avait le défaut d'être « à tiroirs » sans lien logique entre les parties. Il a en revanche et bien évidemment sanctionné le hors-sujet. Beaucoup de copies prenant au pied de la lettre l'expression « Trente Glorieuses » ont par exemple fait démarrer trop tôt la société de bien-être et de consommation. Un plan revenait fréquemment (bilan, volonté de changement, limites), qui n'a guère convaincu. Les bornes chronologiques des parties pouvaient faire l'objet de discussions. La libération du territoire et la fin de la guerre jusqu'au premier référendum (1944-1945) constituaient la première partie. La deuxième partie analysait les années 1946 et 1947, la rupture pouvant intervenir au printemps ou à l'automne 1947. Enfin la troisième partie conduisait de la fin de l'année 1947 à la fin de l'année 1949 ou au début 1950, selon l'optique choisie.

Dans la perspective du plan chronologique, les années 1944 et 1945 devaient analyser la libération du territoire, la fin de la guerre et le rôle des Français et la place de la France dans ce processus, le rétablissement de la légalité républicaine, la reconstruction des partis politiques et la question de l'épuration, l'état de la France et des Français (destructions, pénuries, rationnement), les premières mesures gouvernementales dont certaines figuraient dans le programme du CLN, le retour des prisonniers et des déportés et l'attitude de la population à leur égard, le premier référendum, sa signification et la participation pour la première fois des femmes aux élections. Les années 1946 et 1947 prolongent et accroissent les difficultés (inflation, poursuite du rationnement, pénurie de logements, manque de main d'œuvre) au grand désarroi des Français qui croyaient le plus dur derrière eux. Le recours aux emprunts et l'acceptation du plan Marshall permettent de poursuivre le projet de modernisation de l'appareil économique et administratif (nouvelle vague de nationalisations, lancement du plan). Ce sont aussi les années du débat institutionnel, de la mise en place du tripartisme et du début des guerres coloniales. Enfin, la rupture du printemps-automne 1947 correspond à la fois au début de la guerre froide et au paroxysme de la crise sociale, malgré la reprise économique qui s'amorce. Les années 1948-1950 très riches en événements politiques et diplomatiques (la place de la France dans la Guerre froide, le début des initiatives européennes) pouvaient également être l'occasion d'évoquer l'état de la société française : reprise démo-

graphique qui se poursuit, amélioration hygiénique et sanitaire, début des grandes transformations sociales qui voient entre autres, comme certaines copies l'ont très bien souligné, la figure de l'ouvrier (mineur ou métallo) s'imposer dans les imaginaires sociaux.

Les meilleures copies ont su relier des connaissances très solides et équilibrées, où les faits importants ne faisaient pas seulement l'objet d'une mention mais étaient analysés en profondeur et parfois dans une perspective historiographique, avec le souci de bien les rattacher à la problématique du sujet. S'il était impossible d'être exhaustif sur ce sujet, le jury attendait néanmoins que les connaissances s'équilibrent entre les aspects institutionnels et politiques, les problèmes et les grandes réformes économiques et sociaux, la diplomatie et le domaine intellectuel et culturel. Ce dernier a constitué le parent pauvre de la plupart des copies. L'évocation de l'engagement des intellectuels, du renouveau de la presse, de la pénétration de la culture américaine (accords Blum-Byrnes de 1946 maintes fois signalés) mais aussi les pôles de résistance (loi de 1949 sur les publications destinées à la jeunesse) et des aspects français de la culture de guerre froide aurait largement suffi.

Si les aspects politiques ont fait l'objet de développements souvent très satisfaisants, le jury a été surpris par la récurrence de certaines incorrections formelles qui révèlent une légèreté de fond (par exemple la disparition des majuscules à « État », « France » ou « Français », ou le goût immodéré pour le mot « velléité » dont la signification ne semble pas maîtrisée par tous, comme en témoigne la désignation de la proclamation d'indépendance du Viêt-Nam par Ho-Chi-Minh, comme une « velléité d'indépendance »). La faiblesse de l'analyse des institutions reste trop fréquente, ne serait-ce que dans la connaissance de la chronologie même des référendums. La Constitution de 1946, les rôles respectifs du président du Conseil et du Président de la République, sont bien mal connus. Le jury regrette également des partis-pris plus polémiques qu'historiques, même s'ils relèvent sans doute davantage de la maladresse que de convictions affirmées. Ainsi, beaucoup de candidats ont repris de façon acritique l'image caricaturale d'une IV^e République immobile, incapable et dominée par les partis, dont l'histoire mènerait téléologiquement à une V^e République parée de toutes les vertus. Au jugement de valeur négatif concernant la IV^e République correspondait parfois une vision de la France des années 1944-1945 exclusivement centrée sur la personne de De Gaulle, véritable *deus ex machina* personnifiant à lui seul la France et les Français. Soulignons le schématisme trop fréquent de l'analyse de certains moments, que ce soient les grèves de 1947 lues comme une manipulation communiste, ou l'épuration réduite à l'épuration sauvage et, à l'intérieur de celle-ci, à l'exemple des femmes tondues, tandis que l'épuration légale, hormis les procès Laval et Pétain, était souvent ignorée en dépit des travaux récents concernant l'épuration des fonctionnaires. Enfin, si le jury a apprécié de bonnes copies analysant avec nuance l'état d'esprit des Français face aux déportés politiques ou raciaux, (mais aussi aux prisonniers) qui reviennent et la difficulté éprouvée par ces derniers à témoigner, beaucoup sont tombés dans le piège de l'anachronisme (le « devoir de mémoire ») ou du cliché dramatique pour décrire le retour des camps.